

TCHALA DEVELOPMAN



One-Pager : **Administration & Finance Publiques**

Par Rival VALCIN

PROJET TCHALA DEVELOPMAN

Rapport sur la thématique : Administration et Finance Publiques

Rédaction : Rival VALCIN

Lecture critique : Junel PIERRE, Kendy Jules JOSEPH, Rusten Ocgena CHARLES,
Mathias DEVERT
Septembre 2024

Bonne Gouvernance et Développement Economique en Haïti : Importance d'une Gestion Efficace des Ressources Nationales

Introduction

Les pays qui ont connu un niveau de croissance ou de développement considérable ont dû recourir aux ressources (naturelles, patrimoniales, humaines, etc.) disponibles. Souvent limitées, elles requièrent une gestion responsable en vue de leur conservation et leur multiplication. Elles contribuent aux recettes publiques que l'Etat est tenu de gérer, en vue de garantir la stabilité, la croissance et le développement socio-économique. Si tous les pays disposent au moins d'une ressource, pourquoi certains sont-ils développés et d'autres n'y arrive pas ? Dans quelle mesure leur développement dépend-il de leur gouvernance ou de leur capacité de gestion de leurs ressources disponibles ? Ce One-pager fait le tour des questions liées à la gouvernance : Il met en exergue des problèmes cruciaux liés à la gouvernance en Haïti, les solutions existantes mises en œuvre dans d'autres pays avec les résultats chiffrés et documentés, en vue de tenter de les adapter et de les appliquer en Haïti. Face aux défis actuels de gouvernance en Haïti, notamment l'inadéquation mobilisation des ressources et une gestion inefficace du budget, il devient impératif d'explorer les solutions éprouvées mises en œuvre ailleurs. Cette démarche permettra d'adapter et d'appliquer les meilleures pratiques à la réalité haïtienne, dans le dessein d'instaurer des mécanismes de gouvernance plus efficaces et pérennes.

1. Problèmes Cruciaux identifiés

1.1. Incapacité du gouvernement d'assurer sa mission première (Fatton, 2002 ; Redon, 2010 ; OCDE, 2023)

L'objectif fondamental des institutions publiques est l'amélioration des conditions de vie des usagers (Alexis, 2011, OCDE, 2023). L'administration



publique a du mal à y parvenir à cause d'une part d'une inadéquate mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières déjà disponibles (Rosemond, 2015), et d'autre part d'un manque de modernisation de ces ressources (UNDP, 2013). Ce qui ralenti le service public voire le rend indisponible, inaccessible, et surtout de mauvaise qualité (Pierre, 2014 ; Casséus, 2016 ; OCDE, 2023).

1.2. Une gestion inefficace du budget de l'Etat (BID, 2007 ; Étienne, 2010 ; Valmera, 2021)

C'est même difficile de parler d'une forme de gestion quant à maintes reprises la loi de finances (incluant le budget) est votée et promulguée trois à plus de six mois en retard (DGI, 2020 ; DGT, 2023). Ce qui exclut toute possibilité de régularité dans le processus d'exécution des dépenses publiques (BM, 2016).

1.3. La dette et le service de la dette publique sont insoutenables (CSCCA, 2014 ; BRH, 2018)

Haïti fait partie de la catégorie des PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), une dette de laquelle le pays paraît inapte de s'en sortir malgré les multiples annulations de certaines tranches de la dette (BID, 2010 ; FMI, 2010 ; BM, 2010). Or la dette insoutenable a toujours été une entrave au développement (ESCR, 2022), il est urgent de trouver une stratégie efficace de renforcement des capacités dans sa gestion.

1.4. Incohérence de l'action gouvernementale et outrepassement des procédures administratives (Joseph, 2019 ; Emmanuel, 2021 ; Kepler, 2021)

Les dérives qui se sont perpétrées dans le cadre de la gestion de certains fonds national (Théodat, 2020 ; Dehoorne & Paul, 2020) sont des exemples récents très connus du niveau dans lequel certains dirigeants haïtiens se permettent d'utiliser les fonds publics avec un mépris total des procédures légales administratives. Des duplications de fonds occasionnées par un manque de coordination des interventions (Etienne, 2022). De tels actes corruptibles n'ont pour effet que le ralentissement du décollage et la croissance du pays (Jabouin, 2020).



1.5. Un manque de décentralisation et de dynamisme des collectivités territoriales

L'implication limitée des collectivités territoriales au développement en Haïti est en lien direct au manque de décentralisation de l'état, ce qui selon Aime (2022) est un phénomène qui perdure à la suite de politiques gouvernementales du passé. Une thèse similaire a été soutenue par Lovinski (2023) qui a également étayé sur le manque de volonté de l'administration centrale à promouvoir la décentralisation. Instaurant ainsi, un état central omnipotent au lieu d'un état décentralisé proche de la population qu'il est sensé servir. Sachant que la décentralisation et le dynamisme des collectivités territoriales demeurent vital au développement socio-économique et politique d'Haïti (Casséus, 2016 ; Myrtho et al., 2022), comment devra-t-on procéder ?

2. Comment d'autres pays ont solutionné ces problèmes ?

2.1. Des ressources humaines qualifiées et mise à jour, ainsi que des ressources matérielles modernisées :

Pour garder la fraîcheur dans leur service public, certains pays comme le Japon, ainsi que Singapour (Xue & Zhong 2012) recrutent chaque année, des jeunes fraîchement diplômés de l'université intéressés à l'administration publique. Ces jeunes ont une forte capacité d'apprentissage, on peut donc compter sur eux pour promouvoir la modernisation ; l'administration publique moderne est même enseignée à l'université (Kim, 2017). D'autre part, au Singapour et au Japon par exemple, la gestion de certains services très spécialisés comme l'e-gouvernement, des hôpitaux, du transport public, est confiée à des firmes privées pour des missions s'étalant sur plusieurs années, sans être nécessairement privatisées (Lim, 2004 ; Grivaud, 2018). Choisies sur une base compétitive, ces firmes ont l'obligation d'être performantes et efficaces afin de garder le contrat. Les Singapouriens ont également appliqué une politique sociale active : « les dépenses de santé, de sécurité sociale et d'éducation représentent respectivement 8,3 %, 14,2 % et 14,3% du PIB dans la loi de finances 2005-06 » (IEDOM, 2009).

2.2. Un sens de responsabilité gouvernementale

Sous une gouvernance responsable, la stratégie budgétaire et le budget sont fondés sur les politiques publiques ; de plus, la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget sont une priorité (PEFA, 2023). Hors-mis la Finlande en tête de la liste mondiale en termes de bonne gouvernance, considérons plutôt le Rwanda, pays d'Afrique ayant vécu le génocide (en 1994), il y a seulement 30 ans (Mamdani, 2020). Lors de la présentation de son budget national pour l'exercice fiscale 2023/2024, le Rwanda a mis l'accent sur la relance économique après la pandémie de COVID-19 ; en priorisant des secteurs clés comme la santé, l'agriculture et l'éducation et proposant des modifications fiscales pour promouvoir l'industrie et les activités manufacturières locales (Ernst & Young, 2023). D'autre part, ce qui caractérise la volonté du Rwanda à promouvoir une bonne gouvernance a été son implication dans le mécanisme africain d'examen par les pairs (MAEP) (OCDE, 2021), ce qui démontre l'importance du contrôle pour une bonne gestion budgétaire.

2.3. Une meilleure dynamique et orientation de la dette

Le problème de la dette n'est pas nécessairement le montant, mais surtout sa provenance et son utilisation. En 2021, la part de la dette haïtienne au PIB (autour de 36%) (Statista, 2023) était inférieure à la moyenne caraïbéenne (69 %) ; pour la France elle est de 116% et pour le Japon 216 % (BM, 2024). Par ailleurs, dans le cas du Japon par exemple, seulement 7 % de sa dette vient de l'extérieur, ainsi le service de la dette évalué à plus d'un quart des dépenses publiques est resté dans l'économie nationale (Nippon, 2024). Au cours des années 1900, la priorité était de construire des infrastructures en vue de promouvoir l'industrie locale et d'attirer l'investissement étranger (Osamu, 2005). Entre 2009 et 2013, des pays comme l'Allemagne, l'Irlande et la Nouvelle Zélande ont dû réduire leurs dépenses publiques de consommation au profit de l'investissement dans la recherche fondamentale, les infrastructures de recherche et l'éducation (Collectif, 2006 ; Bédard et al., 2015 ; EIB, 2020).

2.4. Les dépenses de l'état sont engagées, liquidées et contrôlées avec intégrité

Sur cet aspect, le secret de la Finlande demeure la rigueur budgétaire (Chevillon, 2005). Le gouvernement Finlandais est parvenu à la mise en place d'un système comptable généralisé obligeant les entités publiques locales de disposer de comptes certifiés permettant de tracer rapidement toutes les dépenses effectuées (CC, 2019) ; ce qui les

aide à éviter les cas de duplication et de dépassement. Des codes budgétaires spéciaux sont créés pour faciliter le contrôle des opérations appropriées (OCDE, 2001). Ainsi, un compte unique pour le trésor public comme le suggère l'OCDE (2023), est une condition initiale.

2.5. Révision et respect du cadre légal et institutionnelle relatif à la décentralisation et au fonctionnement des collectivités territoriales (CT)

Le manque de volonté constaté de la part des autorités gouvernementales à promouvoir la décentralisation et à dynamiser les CT constitue une violation des normes institutionnelles légales (Rosemond, 2015 ; Myrtho et al., 2022). L'état lui-même étant soumis et redevable aux lois publiquement promulguées, doit être surveillé par une société civile légitimisée (IEIM, 2023). Considérons « le Cap-Vert, une jeune démocratie, qui a déjà connu l'alternance politique, et s'est dotée d'un système de décentralisation, même si l'autonomie locale doit encore s'affirmer face aux autorités nationales. » Ils ont mis en place une « coopération décentralisée » supervisant les actions qui doivent être conduites en faveur du développement des CT de leur pays (Senat, 2007). Soutenu par les articles 7 et 252 de leur constitution, la société civile (SC) et les CT jouissent d'une autonomie leur permettant de soutenir et de superviser l'action gouvernementale. Leur fameux exemple des micro-État insulaire, est une preuve tangible de leur volonté à décentraliser leur petit pays de seulement moins de 6 millions d'habitants sur environ 4,000 km² (Lesourd, 1991). En Haïti, certains composants de la SC comme les organisations féminines, les organisations paysannes, le milieu universitaire, entre autres, ont été identifiés comme des entités ayant une potentialité d'influencer positivement le cours de la machine étatique en vue du développement intégral dans le pays, moyennant un gain en légitimité (IEIM, 2023).

3. Quelques résultats découlant de l'application des solutions susmentionnées

3.1. Les pays ayant effectué ces réformes ont pu expérimenter une augmentation du niveau de vie.

Cela a été le cas de Singapour et du Japon : grâce à la modernisation et la qualité de leur service public, le Singapour est arrivé 3^e et le Japon 6^e mondial en termes de satisfaction efficace des besoins des usagers (ONU, 2014). Socialement, Singapour fait figure d'exception dans sa région. « L'accès aux soins et à l'éducation primaire et secondaire est gratuit, la quasi-totalité de la population a accès à l'eau potable, l'éducation primaire concerne l'ensemble



de la population, l'espérance de vie est passée de 62 ans en 1968 à 73 ans aujourd'hui et les maladies infectieuses telles que le paludisme, la polio, la diphtérie, la typhoïde et le choléra sont éradiquées » (IEDOM, 2009)

3.2. Un développement socio-économique endogène : le cas Rwandais est un exemple type

Le Rwanda arrive dans le top des classements importants : une croissance rapide du PIB (7.2 % en 2024), ce qui fait de lui le quatrième plus performant d'Afrique après le Niger (11,2 %), le Sénégal (8,2 %) et la Libye (7,9 %) (AFDB, 2024). Il est également classé au premier rang des pays à faible revenu ayant l'économie la plus innovante (WIPO, 2023). Ainsi, se trouve-t-il en tête de la liste des pays Africains (53e mondial) en matière de bonne gouvernance (Porte, 2021).

3.3. Performance économique à moyen et à long terme

Grâce aux infrastructures érigées, l'investissement direct étranger (IDE) au Japon est passé de 5 à 25 Milliards de USD entre 1989 et 1999 (Barbet & Coutinet, 2001). En Allemagne, Irlande et la Nouvelle Zélande, on a observé une réduction du déficit budgétaire par rapport au PIB. Pour ces pays et d'autres de l'OCDE, en moyenne, ce ratio a reculé de 2,8 points de pourcentage en 4 ans, passant de 6,2 % du PIB en 2009 à 3,4 % en 2013 (Bédard et al., 2015). Et se traduit à long terme par une croissance économique avérée ; c'est ainsi qu'en 2023 l'Irlande se place en deuxième position mondiale en termes de plus gros PIB par habitant, alors qu'en 1973 celui-ci était inférieur de 30% à la moyenne européenne (DGT, 2024). La Nouvelle Zélande pour sa part a vu son PIB réel augmenter de 3,4% par an en moyenne entre 2015 et 2019 (WTO, 2022).

3.4. Limiter les possibilités de corruption et des dépassements des chapitres du budget

Grâce aux principes de rigueur dans les dépenses et de contrôle budgétaire, la Finlande et les autres pays de la Scandinavie se positionnent toujours parmi les plus transparents et les moins corrompus au monde. En 2023, la Finlande vient en 2e position avec un indice de 13/100 après le Danemark seulement 10/100 pour une moyenne européenne est de 40/100 (Transparency, 2023).





Parallèlement, alors qu'en France par exemple le déficit budgétaire pour 1000 habitants est de 1.84M€, en Finlande il est seulement de 0.4 M€ (DM, 2024a).

3.5. Proximité et Efficacité de l'administration publique

Selon des données de la Banque Mondiale, l'efficacité gouvernementale, l'état de droit et la stabilité politique sont à un stade avancé au Cap-Vert (DM, 2024b). « Le Cap Vert est un pays stable du point de vue social, sans conflits ethniques ou religieux, et où la propriété privée est assurée et protégée » (OCDE, 2003). Entre 2000 et 2019, l'indice de développement humain (IDH) du Cap-Vert est passé de 0.57 à 0.67 (MP, 2024), alors qu'Haïti affiche encore 0.552 comme IDH (Banque Mondiale, 2024), une valeur qui peut évoluer en suivant les exemples des pays qui ont été relativement là où Haïti se trouve actuellement. Sachant que l'amélioration des conditions de vie de la population constitue la mission fondamentale de l'administration publique, une croissance significative et incontestable de l'IDH sera une excellente manière de mesurer l'efficacité d'une gouvernance. Notons que cet indice est de 0.732 chez notre voisine, la République Dominicaine (PNUD, 2024).

4. Comment appliquer de telles solutions en Haïti ?

Comme cela a été le cas pour les pays devanciers, de telles réformes requièrent des ressources humaines (compétentes, responsables, motivées et efficaces) (OCDE, 2023) ; ce qui se fera par le recrutement d'universitaires et de professionnels, les formations continues et les benchmarking (auprès de pays partenaires). Tout ceci, de manière décentralisée (voir annexe 2a). C'est un voyage qui part d'une volonté aux résultats en passant par le renforcement et la mobilisation bien coordonnée des ressources disponibles, la délégation du pouvoir, l'incitation de la motivation des fonctionnaires, les suivis de contrôle impartial et la promotion de l'intégrité. A travers la Cour Supérieure des Comptes, un partenariat de contrôle par des pairs (entre pays) aidera au renforcement de la transparence administrative. En faisant plus de promotion pour la vente des bons (en impliquant la diaspora haïtienne), la BRH peut faciliter une nationalisation croissante de la dette du pays, jusqu'à la rendre soutenable et de la contenir. Il est important de valoriser les études déjà disponibles ; également, il faut produire et utiliser des données fiables en vue d'améliorer le cadre de planification stratégique (Bourgault, 2004). Fig.1 (en annexe 1) présente un diagramme résumant la mise en application des solutions.





Par-dessus tout, on ne saurait se reposer uniquement sur une espérance de bonne volonté de la part des dirigeants. Haïti a besoin d'une société civile forte et légitime et des collectivités territoriales conscientes de leurs prérogatives. Ainsi, certains travaux déjà en cours en Haïti pour la formation et le renforcement de la SC des CT (tels que le Programme d'Appui à la Gouvernance Décentralisée (PAGODE, voir annexe 2b), financé par la Coopération Suisse en Haïti) sont à encourager et à être amplifiés (ID, 2022). Ainsi, la SC et les CT pourront veiller à ce que l'action gouvernementale se déroule conformément aux valeurs institutionnelles et légales, afin de "promouvoir la bonne gouvernance comme facteur de développement, tout en renforçant la citoyenneté et la démocratie" (OCDE, 2003)

Références :





- ✓ Aime, F. B. (2022). Une politique de décentralisation empêchée en Haïti : analyse des résistances et conflits entre l'État et les collectivités locales (Doctoral dissertation, Université de Bordeaux).
- ✓ Alexis, M. (2011). Le Nouvel Etat Haïtien : Moderniser L'Administration Publique Pour la Bonne Gouvernance : Théories, Principes et Applications. Xlibris Corporation.
- ✓ Étienne, H. (2010). Dilemmes et enjeux des privatisations des entreprises publiques pour l'État haïtien.
- ✓ Etienne, T. (2022). Gouvernance, tragédie des biens communs, mécanismes incitatifs en Haïti de 1986 à 2021 (Doct. Dissert., Université Laval).
- ✓ BID (2007). Dépense Publique, Gestion Stratégique Et Responsabilité Financière Dans Le Secteur Agricole. Disponible sur : https://www.gafspfund.org/sites/default/files/inline-files/Haiti_PEMFAR_french.pdf.
- ✓ Barbet, P., & Coutinet, N. (2001). Évolutions réglementaires et investissements directs étrangers au Japon. Revue internationale de droit économique, 15(4), 447-464.
- ✓ Bédard, M., Msaid, Y., & Geloso, V. (2015). La réduction des dépenses publiques favorise la croissance économique. Institut écon. de Montréal.
- ✓ Bourgault, J. (2004). La mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats : leçons tirées de l'expérience québécoise 1. Revue française d'administration publique, (1), 109-128.
- ✓ Casséus, R. M. (2016). Décentralisation territoriale et espace public. Journal of Haitian Studies, 22(1), 178-187.
- ✓ CEPAL (2019). La situation socioéconomique d'Haïti, A. Chapitre I Haïti : un contexte complexe. Coopération internationale en Haïti
- ✓ Chevillon, G. (2005). La politique budgétaire ancrée à la rigueur. Revue de l'OFCE, 93(2), 177-198.
- ✓ Collectif. (2006). Chapitre 3. Encourager l'innovation : bilan et politiques. Réformes économiques, 2(2006/1), 53-83.
- ✓ Dehoorne, O., & Paul, B. (2020). Fenêtre ouverte sur la recherche haïtienne. Études caribéennes, (45-46).
- ✓ Emmanuel, R. S. (2021). Gestion de projet et action publique dans les États fragiles : Une analyse de la gestion des projets financés par le fonds
- ✓ PetroCaribe en Haïti.





- ✓ Fatton, R. (2002). Haiti's Predatory Republic : The unending transition to democracy. Lynne Rienner Publishers.
- ✓ Grivaud, A. (2018). L'impact de la nouvelle gestion publique sur les administrations centrales japonaises à partir des années 1990. In Colloque international du CASE – la diversité des capitalismes asiatiques : regards croisés dans un contexte de globalisation.
- ✓ IEIM (2023). Mobilisation des acteurs non étatiques pour faire face à la crise de gouvernance en Haïti. Institut d'études internationales de Montréal
- ✓ Jabouin, E. (2020). La crise contemporaine haïtienne : entre manœuvres politiques et corruptions. Études caribéennes, (45-46).
- ✓ Joseph, L. A. (2019). Une Analyse De La Coopération Américaine Et Européenne En Matière D'aide Publique Au Développement À Haïti
- ✓ Kim I, P. S. (2017). L'évolution de l'administration publique moderne en Extrême-Orient. Revue Internationale des Sciences Administratives,
- ✓ Lesourd, M. M. (1991). Le probleme du controle territorial dans les petits espaces : laexemple de la Republique du Cap Vert, micro-etat insulaire.
- ✓ Lim, M. K. (2004). Shifting the burden of health care finance : a case study of public-private partnership in Singapore. Health Policy, 69(1)
- ✓ Lovinski, V. P., & Tellier, G. (2023). Haïti : Le sous-développement durable. Les Presses de l'Université d'Ottawa
- ✓ Mamdani, M. (2020). When victims become killers : Colonialism, nativism, and the genocide in Rwanda. Princeton University Press.
- ✓ Rosemond, D. (2015). DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL. Disponible sur : <https://corpus.ulaval.ca/server/api/core/bitstreams/cf973787-a0d8-4148-b968-4920dfca72f6/content>
- ✓ Théodat, J. M. (2020). Haïti : la fin du citoyen et l'avènement de l'individu 2.0. EchoGéo.
- ✓ Kepler, A. (2021). Propagande et légitimité politique en Haïti. Cahiers de Psychologie Politique, 38(38).
- ✓ Myrtho Casséus, R., Gérald Chéry, F., & Kern, A. L. (2022). Décentralisation dans les États francophones du Sud. Contexte et mise en œuvre en Haïti. Études caribéennes, (52).
- ✓ OCDE (2003). Cap vert : Gouvernance et développement. <https://doi.org/10.1787/18151949>
- ✓ OCDE (2021). Le Rwanda. Disponible sur : <https://www.oecd.org/fr/dev/emoa/40571519.pdf>.





- ✓ OCDE (2023). Examen de l'OCDE sur la Gouvernance Public : Haïti. <https://doi.org/10.1787/18151949>
- ✓ Porte, J. (2021). Rwanda : un modèle de développement efficace face au défi de sa soutenabilité. MacroDev, 1-36.
- ✓ Pierre, J. A. (2014). Sociologie économique de la corruption : Vers une étude de l'implémentation des politiques publiques de lutte contre la corruption en Haïti (Doctoral dissertation, Paris 4).
- ✓ Redon, M. (2010). Frontière poreuse, État faible : les relations Haïti/République dominicaine à l'aune de la frontière (Porous border, weak State ?
- ✓ Bulletin de l'Association de géographes français, 87(3)
- ✓ Valmera, F. (2021). Vers une refondation du droit des finances publiques locales en Haïti (Doctoral dissertation, Université Rennes 2) <https://theses.hal.science/tel-03483659/>
- ✓ Xue, L., & Zhong, K. (2012). Réforme nationale et intégration mondiale : la réforme de l'administration publique en Chine ces trente dernières années. Revue internationale des sciences administratives, 78(2), 301-322.

Pages Web Consultées

- ✓ AFDB (2024). L'Afrique : croissance économique la plus forte en 2024. Disponible sur : <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/>.
- ✓ DGI (2024). Lois de Finances Et Budgets. Disponible sur : <https://budget.gouv.ht/loi-de-finances/Lois%20de%20Finances%20et%20Budgets>.
- ✓ BID (2010). Haïti et la Banque Int. Dev. <https://www.iadb.org/fr/actualites/haiti-et-la-banque-interamericaine-de-developpement>.
- ✓ BM (2016). Mieux Dépenser, Mieux Servir : Revue des Finances Publiques en Haïti. Banque mondiale. Disponible sur :
- ✓ BM (2024). Dette du Gouvernement Central. Banque Mondiale, Disponible sur :
- ✓ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GC.DOD.TOTL.GD.ZS?locations=HT>.
- ✓ Banque Mondiale (2024). Haïti : Présentation. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview>.
- ✓ BRH (2018). Banque de la République d'Haïti. Bulletin des Affaires juridiques. Disponible sur : <https://www.brh.ht/wp-content/uploads/2018/08/baj0303.pdf>.
- ✓ CC (2019). <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-06/20190619-rapport-bilan-experimentation-certification-comptes-locaux.pdf>.





- ✓ CSCCA (2014). Situation financière du pays et Efficacité des dépenses publiques. Cour supérieure des comptes et du Contentieux Administratif. Disponible sur : <https://www.cscca.gouv.ht/documents/201.pdf>
- ✓ DGT (2023). Haïti, Indicateurs et Conjonctures. Direction Générale du Trésor. Disponible sur <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/HT/indicateurs-et-conjoncture>.
- ✓ DGT (2024). <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IE/presentation-de-l-economie-irlandaise>
- ✓ DM (2024a). Les Données Mondiales. Disponibles sur : <https://www.donneesmondiales.com/europe/finlande/index.php>.
- ✓ DM (2024b). Les Données Mondiales. Disponibles sur : <https://www.donneesmondiales.com/afrique/cap-vert/index.php>
- ✓ EID (2020). L'INNOVATION DANS L'UNION EUROPÉENNE. Disponible sur : https://www.eib.org/attachments/thematic/innovation_overview_2020_fr.pdf
- ✓ Ernst & Young Ltd (2023). Disponible sur : https://www.ey.com/en_gl/tax-alerts/rwanda-presents-the-national-budget-for-financial-year-2023-24
- ✓ ESCR (2022). La dette insoutenable a toujours entravé le développement ; il est temps de l'effacer. Disponible sur : <https://www.escri-net.org/fr/nouvelles/2022/opinion-dette-insoutenable-toujours-entrave-developpement-il-est-temps-leffacer>.
- ✓ FMI (2010). Le FMI apporte un appui économique à Haïti. Bulletin du FMI, Disponible sur : <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/survey/so/2010/car072110cf.pdf>.
- ✓ IEDOM (2009). https://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie_developpement_eco_singapour_et_mauricie.pdf
- ✓ ID (2022). PAGODE – Appui à la gouvernance décentralisée. <https://id-ong.org/projet/pagode-appui-a-la-gouvernance-decentralisee/>
- ✓ PEFA (2023). Les enjeux mondiaux de gestion des finances publiques et de budgétisation de crise : perspectives croisées sur l'Afrique Disponible sur : <https://www.pefa.org/sites/pefa/files/news/files/Rapport%20Mondial>.
- ✓ NIPPON (2024). Budget du Japon pour l'exercice 2024 : Disponible sur : <https://www.nippon.com/fr/japan-data/h01873/>.
- ✓ OCDE (2001). Gestion et contrôle financier des agences publiques. Disponible sur : https://www.oecd-ilibrary.org/gestion-et-contrôle-financier-des-agences-publiques_5k40htsqpt20.pdf



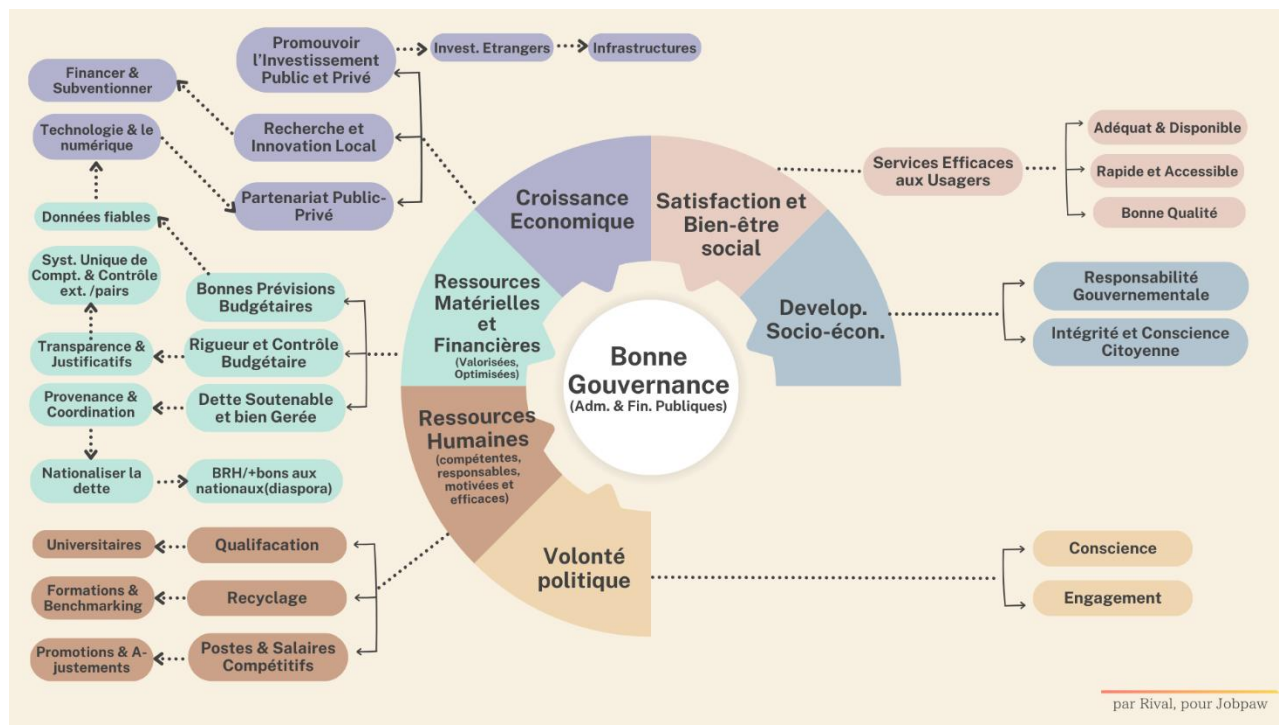


- ✓ ONU (2014). UNITED NATIONS E-GOVERNMENT SURVEY 2014. Disponible sur : publicadministration.un.org/egovkb/Portals/egovkb/Documents/un/2014-Survey/E-Gov_Complete_Survey-2014.pdf
- ✓ PM (2024). Cap-Vert - Indice de développement humain (IDH) | Statistiques. Perspective Monde.
- ✓ PNUD (2024). atin America and the Caribbean lead global recovery while facing challenges, UNDP reveals <https://www.undp.org/es/dominican-republic/noticias/america-latina-y-el-caribe-lidera-la-recuperacion-global-mientras-enfrenta-desafios-revela-el-pnud>
- ✓ Statista (2023). Dette nationale brute d'Haïti par rapport au produit intérieur brut (PIB) entre 2014 et 2024 <https://fr.statista.com/statistiques/717039/dette-nationale-haiti-par-rapport-au-produit-interieur-brut-pib/>
- ✓ Senat (2007). LE CAP-VERT : DES COOPÉRATIONS À DÉVELOPPER. <https://www.senat.fr/ct/ct07-3/ct07-314.html>
- ✓ UNDP (2013). Programme-cadre de Réforme de l'État. Office de Management et des Ressources Humaines. Disponible sur : https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/ht/UNDP-HT-DemGov-PCRE_20130210.pdf.
- ✓ Transparency.org (2023). How Does Your Country Measure Up On The Corruption Perceptions Index 2023 ? <https://www.transparency.org/en/>
- ✓ WIPO (2023). Indice mondial de l'innovation 2023. Disponible sur : https://www.wipo.int/pressroom/fr/articles/2023/article_0011.html.
- ✓ WTO (2022). World Trade Organisation. <https://www.wto.org/fre>





Annexe 1



Annexe 2

A. « Une Gestion Efficace des Ressources Nationales pour la Croissance et le Développement en Haïti : Avis de quelques professionnels haïtiens »

a) Concernant les problèmes cruciaux identifiés en matière de gestion des ressources du pays

« La centralisation et l'instabilité politique sont des entraves majeures à la gestion efficace des ressources ; en particulier les ressources naturelles et les ressources patrimoniales.

La décentralisation et la gouvernance territoriale sont des préalables à une gouvernance efficace de ces ressources. Les collectivités territoriales devraient être des acteurs privilégiés de la gouvernance des ressources patrimoniales de leurs territoires. En Haïti, les collectivités sont souvent oubliées dans les planifications de développement et elles doivent faire face à un manque criant de capacité d'action et au manque de volonté de la part de l'Etat central d'agir en faveur de la décentralisation telle que prévue par le décret du 1er février 2006 sur la décentralisation, l'organisation et le fonctionnement des Collectivités territoriales. Une ressource naturelle, ou à plus forte raison une ressource patrimoniale, est une ressource ancrée dans un territoire et traînant derrière elle toute une histoire, des anecdotes et des traditions liées au territoire. Toute gestion efficace de ces ressources requiert l'implication des autorités locales.”

“D'un autre côté, l'instabilité politique du pays et le grave problème de continuité de l'Etat. C'est difficile de parler de gouvernance efficace des ressources nationales dans un pays ayant connu 9 premiers ministres différents (donc, 9 gouvernements différents) entre 2008 et 2021 sans continuité dans les actions. L'instabilité politique est l'une des principales causes du problème de la gestion inefficace du budget de l'Etat, problème présenté dans le texte.”

(Source : commentaires de l'agronome Joseph Kendy JULES)

b) Un projet de société bien élaboré, une condition préalable :

“Les pays qui ont adopté ces solutions, l’ont fait à partir d’un projet de société qui leur a permis de définir un milieu de vie idéal. Ce milieu serait le foyer des politiques publiques ainsi que le vecteur de formation des ressources humaines qualifiées. Bien avant de poser des actions pouvant conduire à un développement durable en Haïti, il serait important de poser et répondre aux questions : Qui former ? Comment les former ? Pour quelle société ? Que faut-il enseigner ? Donc il est évident que ces solutions pourraient ne pas avoir les mêmes retombées en Haïti si elles ne sont pas les résultats intermédiaires entre un projet de société et la mise en œuvre des politiques publiques appropriées. Dans cette logique tous les secteurs de la société devraient se mettre ensemble en vue de définir ce milieu de vie idéal.”

(Source : commentaires de Pierre Junel, éducateur)

c) Concernant les ressources humaines qualifiées

“Cette partie est particulièrement touchante car elle souligne l’importance cruciale des ressources humaines qualifiées et des ressources matérielles modernisées pour le développement d’un service public efficace. L’exemple du recrutement annuel de jeunes diplômés au Japon et à Singapour est inspirant, montrant comment ces pays dynamisent leur administration publique en misant sur la modernisation et l’apprentissage continu.

Cependant, il est essentiel de reconnaître que la situation en Haïti est différente. Un défi majeur est la migration massive des jeunes diplômés haïtiens : 85 % des étudiants diplômés quittent le pays pour des destinations comme les États-Unis, la France et le Canada (Saulo Neiva, directeur du bureau régional de l’Agence Universitaire de la Francophonie). Pour adapter ce modèle à Haïti, il serait crucial de comprendre les raisons de cette migration, telles que la recherche de meilleures opportunités économiques, des conditions de travail plus favorables, et la sécurité.”

(Source : commentaires de Ocgéna Rusten Charles)



Enfin, en dépit de la pertinence des solutions proposées à travers le document, nous reconnaissons que sans des conditions préalables de stabilité politique, de politique publique et de sécurité sociale “certaines solutions peuvent ne pas s'appliquer en Haïti ; certaines politiques ayant donné de résultats ailleurs peuvent ne pas être efficaces en Haïti, en fonction des réalités sociales, économiques et politiques du pays. Les crises des années 90 et 2008 ont déjà démontré qu'il ne peut y avoir de modèle unique de développement surtout avec la chine qui a, en quelque sorte, tracé son propre chemin.”

(Source : commentaires de Mathias L. DEVERT (Auteur, Politologue))

B. Concernant le PAGODE

(Source : commentaire de Rose André ALTEMA)

« Le renforcement organisationnel des communautés locales par des dispositifs participatifs, (PAGODE, 2023).

Démarré en 2019 à travers 11 communes du département du Sud, du Sud' Est et de la Grand' Anse, le Programme d'Appui à la Gouvernance Décentralisée, financé par la Coopération Suisse en Haïti a été mis en œuvre dans l'objectif de renforcer des initiatives de gouvernances partagées pour la cohésion sociale et le développement économique, en se basant sur une approche de coaching et d'accompagnement, (PAGODE, 2023). »

« La mise en œuvre du renforcement organisationnel des communautés locales par des dispositifs participatifs

Entre 2019 et 2023, dans 11 communes du pays, le PAGODE a eu les résultats suivants, (ID, 2022):

- ✓ 6 Plans Communaux de Développement ont été réalisés et validés ou sont en cours de validation. (ID, 2022)
- ✓ Les 11 mairies partenaires et une centaine d'organisations de la société civile (OSC) ont été accompagnées pour le renforcement de leurs capacités organisationnelles, institutionnelles, techniques et administratives. (ID, 2022)



- ✓ Un Fonds d'Investissement Local (FIL) a été créé et appuiera jusqu'à début 2023 ces mairies et 58 OSC pour le financement et la mise en œuvre de leurs projets identifiés de manière participative. (ID, 2022)
- ✓ Un programme de formation diplômante en gestion municipale a été préparé par l'Université d'État d'Haïti avec l'appui du Pagode et d'experts nationaux et internationaux (ID, 2022). »

